

Pierre Karl Péladeau, nouveau chef du Parti québécois, vise l'indépendance

Patron de presse rugueux, le milliardaire de 53 ans est entré en politique en 2014

Pierre Karl Péladeau, grand patron de presse élu à la tête du Parti québécois (PQ), vendredi 15 mai, fait sa rentrée cette semaine à l'Assemblée nationale de Québec comme chef de l'opposition. Il devrait y croiser le fer avec le premier ministre, Philippe Couillard. S'il partage avec le chef du gouvernement libéral sa priorité en faveur du développement économique, M. Péladeau se distingue par sa volonté farouche de *"faire du Québec un pays"*.

Le milliardaire de 53 ans, père de trois enfants et fiancé à Julie Snyder, productrice et animatrice vedette de la télévision québécoise, a la fibre indépendantiste chevillée au corps.

S'il parvient un jour au pouvoir, il entend bien remettre sur les rails le projet souverainiste. Les militants du PQ, qui ont voté à 57,58 % pour lui, lui ont donné *"un mandat clair et fort"* dans ce sens.

Devenu en 1999, à 37 ans, après la mort de son père Pierre Péladeau, PDG du puissant groupe canadien de médias et de télécommunications Québecor, "PKP" fait toute sa carrière dans l'entreprise familiale, après des études de philosophie et de droit.

Son passage du monde des affaires à celui de la politique a été fulgurant. En mars 2014, la première ministre du Québec, Pauline Marois, l'appelle à la rescousse sur les listes du PQ. Elle-même brigue un second mandat mais échoue aux législatives d'avril 2014 face aux libéraux. M. Péladeau devient député du PQ, alors que Mme Marois abandonne la direction du parti après sa cuisante défaite.

Un an plus tard, Pierre Karl Péladeau est donc devenu chef du PQ. Sans grande expérience politique, il dispose toutefois d'un fort charisme. Dès son élection à la tête du parti, il a promis de mettre en œuvre son projet : *"Nous voulons faire du Québec un pays, notre pays"*.

Aux anglophones, il dit souhaiter une relation harmonieuse entre le Canada et un Québec indépendant : *"Notre projet n'est pas contre les Canadiens, il est pour les Québécois. Nous voulons avoir et jouir de notre propre pays."* Il ne s'engage pas toutefois, comme le lui ont reproché

Alexandre Cloutier et Martine Ouellet, ses concurrents dans la course à la direction du PQ, à tenir un troisième référendum sur l'indépendance du Québec – après les échecs de 1980 et 1995 – au cours d'un premier mandat de gouvernement en cas d'arrivée au pouvoir. Sa position reste *"floue"*, dénoncent les plus critiques, tandis que d'autres estiment que le PQ a bien le temps d'examiner cette question, avec une échéance électorale en 2018.

Dans l'intervalle, il en appelle à l'unité du parti et au rassemblement des forces *"nationalistes"* du Québec, en tendant la main à Québec solidaire et Option nationale, deux petites formations indépendantistes. Fédéralistes et tenants du statu quo *"profitent de nos divisions"*, martèle-t-il, rêvant d'une *"grande coalition pour l'indépendance"*.

Mais, même au sein du PQ, où plusieurs lignes idéologiques cohabitent, M. Péladeau ne fait pas l'unanimité. Son profil de grand patron au ton volontiers abrasif détonne dans un parti aux valeurs sociales-démocrates et dont les membres sont plutôt issus de la classe moyenne. Il prend soin de s'associer à un parti fier de ses *"valeurs progressistes"*, en précisant que l'indépendance *"ne se fera ni à droite ni à gauche"*. Comme ancien chef d'entreprise, il pourrait aussi rassurer le monde des affaires, traditionnellement effrayé par la perspective d'une séparation du Québec du Canada.

En revanche, M. Péladeau

est très controversé dans les milieux syndicaux à cause de ses méthodes musclées au sein de son empire de presse. Sous son ère, Québecor a connu quatorze conflits de travail dont un lock-out de plus de deux ans au *Journal de Montréal*, son fleuron médiatique. En 2013, il a cédé les rênes de Québecor, puis quitté toute fonction exécutive au sein du groupe en devenant député. Il en demeure cependant le principal actionnaire, ce qui lui a attiré les foudres répétées de ses adversaires. En prenant la direction du PQ, M. Péladeau s'est engagé à placer ses avoirs dans une fiducie sans droit de regard.

Anne Pélouas